



Assemblée générale ordinaire du 15 novembre 2025

Rapport d'activité 2025

Un constat s'impose dans le pays : celui d'une impasse sociale et démocratique. La montée des inégalités, les atteintes aux droits, au niveau de vie, à la protection sociale et à la santé deviennent insupportables pour une grande partie de la population. Ces inégalités portent atteinte aux droits universels de toutes et tous.

Dans ce contexte très préoccupant, la Coordination et ses comités continuent de porter l'espoir de changements radicaux pour que notre système de santé réponde aux besoins des patients et des usagers. Le renouvellement et l'augmentation du nombre de comités adhérents nous donnent plus de force pour agir et porter collectivement cet espoir de changements. Soixante-neuf comités ont adhéré cette année, dont quatre nouveaux : Landerneau, Fécamp, Saint-Maurice et Étampes. Nous leur souhaitons la bienvenue. La Coordination compte aussi deux membres associés dont un nouveau et quatre membres individuels. Ce nombre de comités adhérents est le plus élevé depuis cinq ans. Cela s'explique, bien évidemment, par une détérioration de l'accès aux soins dans l'ensemble de nos territoires, la fermeture de services et d'établissements publics de santé, l'extension des déserts médicaux. Être plus nombreux, c'est être plus fort pour construire collectivement des alternatives, mutualiser les expériences et les savoirs.

Le Conseil d'administration s'est réuni à neuf reprises pour mettre en œuvre la feuille de route votée lors de notre précédente assemblée générale. Deux assemblées des comités ont été organisées par visioconférence : Le 18 mars, 35 participants ont échangé sur les situations dans leurs territoires et leurs attentes vis à vis de la Coordination. Le 22 mai, les comités ont débattu sur l'utilisation de notre plaquette sur un service public de soins de premiers recours, comme point d'appui dans les luttes contre les déserts médicaux, et sur la façon d'inscrire la Coordination dans une campagne de réappropriation de la Sécurité Sociale. Les comptes-rendus ont souligné le haut niveau d'engagement des militants, leurs connaissances et perceptions éclairées des situations locales.

Nos prises de position :

La Coordination a publié dix-neuf communiqués depuis les Rencontres nationales de Chalette-sur-Loing, tant sur des questions de politique générale que pour soutenir les luttes dans les territoires :

Le 17 octobre pour dénoncer la violence du projet de PLFSS 2025 et appeler tous les citoyens qui refusent le démantèlement de notre système de soins à entrer en résistance, à se fédérer ou rejoindre nos comités de défense.

Le 24 octobre pour réclamer un plan d'urgence d'accès aux soins, un moratoire sur les fermetures et un grand plan de formation des soignants alors que des malades mourraient sur les brancards dans les services d'urgence

Le 12 novembre, toujours pour exiger des moyens pour la santé et la revalorisation de l'ONDAM alors que le gouvernement s'apprêtait à imposer, contre toute attente et procédure démocratiques, un budget décharné.

Le 1^{er} décembre pour rappeler que la santé des personnes immigrées ne peut être l'objet d'un honteux marchandage politique avec l'extrême-droite, après la décision de réduire le niveau de soins accordés dans le cadre de l'Aide Médicale d'État.

Le 17 décembre pour se féliciter des amendements apportés à la proposition de loi transpartisane contre les déserts médicaux concernant la régulation d'installation, l'obligation de participation à la permanence des soins, la démocratisation des études de médecine et de leur accès.

Le 25 janvier, pour alerter sur l'urgence à changer de braquet, après le déclenchement du plan blanc dans 87 hôpitaux et la généralisation dangereuse et absurde des régulations des urgences. Les hôpitaux s'enfoncent dans une crise sans fin.

Le 31 janvier pour apporter notre soutien aux comités de Bretagne, aux élus et à toute la population mobilisée à Concarneau, à Lannion et à Guingan après la fermeture de services d'urgence, de maternité et de chirurgie.

Le 6 mars pour s'indigner du manque de vigilance et d'alerte de l'Ordre national des médecins après la mise en examen d'un médecin pédophile. Un Ordre réactionnaire et corporatiste créé sous le régime de Vichy, acteur fervent du Numéris Clausus dont nous mesurons les effets dramatiques et l'impasse du dogme libéral dans lequel il est enfermé.

Le 7 mars en soutien à toutes les femmes, pénalisées par la situation catastrophique de notre système de santé tant sur le plan personnel et familial qu'au regard des inégalités et conditions de travail. L'occasion d'exprimer notre complète solidarité avec les soignants et la population de Brioude privés de son entre de périnatalité.

Le 12 mars 2025 pour exiger la réouverture de lits et des engagements durables de la part du gouvernement concernant la formation des infirmiers et des aides-soignants. Alors qu'une loi venait d'être votée, instaurant un nombre minimum de soignants par patient hospitalisé, l'absence de poursuite des protocoles État-Régions et donc des financements, ce qui pourrait entraîner la fermeture de milliers de places dans les instituts de formation.

Le 28 mars pour regretter le rejet de la proposition visant à limiter l'installation des médecins par la Commission des Affaires sociales de l'Assemblée nationale, une mesure portant approuvée par une très large majorité de nos concitoyens. De nouveau, le consensus des forces réactionnaires et libérales condamne la population à vivre le pire.

Le 30 avril pour appeler à la création d'un service public territorial de soins de premiers recours. La décision homéopathique prise du gouvernement d'amener les médecins à consulter deux jours par mois dans les zones les plus sous dotées est un non-sens absolu.

Le 17 juin pour dénoncer le Plan santé mentale du ministre Neuder : un empilement de mesures illusoire sans schéma cohérent ni objectifs chiffrés.

Le 18 juillet pour revendiquer une Sécurité Sociale à la hauteur des besoins de santé grandissants, en raison notamment du vieillissement de la population et du développement des maladies chroniques

Le 31 juillet pour dénoncer la volonté de destruction par le président Trump d'un stock de millions de préservatifs de l'USAID entreposé sur le sol européen

Le 28 août pour alerter sur les conséquences liées à l'obligation de présenter sa carte Vitale afin de bénéficier du tiers-payant en pharmacie.

Le 5 septembre en soutien aux mobilisations face aux coupes budgétaires sans précédent sur la santé, comme la manifestation unitaire à Nantes

Le 27 septembre pour appeler à participer à la journée nationale d'actions du 2 octobre

Le 14 octobre pour dénoncer la valse des ministres de la santé et la circulaire Bayrou demandant aux ARS de favoriser dans les hôpitaux la mise en place de Plans de Retour à l'Équilibre (PRE).

La semaine d'action du 1er au 7 avril 2025, journée mondiale pour la santé :

Les initiatives locales relayées sur notre site, ont été nombreuses cette année, avec des formes d'actions renouvelées. Elles ont concerné l'hôpital, mais aussi les restrictions d'accès aux soins, le doublement des franchises médicales, la délocalisation des brevets et de la fabrication des médicaments dans un contexte de pénurie persistante.

Partenariat avec la Convergence des collectifs de défense des services publics :

La Coordination s'est engagée avec la Convergence dans la poursuite de la campagne entamée en 2024 contre les dépassements d'honoraires et les restes à charge médicaux avec une nouvelle campagne nationale « La Sécu, c'est Vital » à l'occasion de son 80ème anniversaire. Beaucoup de comités se sont saisis de la pétition pour aller au devant des habitants et les convaincre que seuls la Sécurité Sociale et nos services publics peuvent répondre aux attentes et aux besoins. Ce sont ces biens communs qui font société, alors qu'ils sont pillés par le secteur privé lucratif. La Coordination a participé à plusieurs journées d'ateliers et tables-rondes comme à Tours et à Paris ou un village des services publics à été dressé le 31 mai à Paris, Place de Stalingrad.

Nos relations avec les autres organisations et nos auditions à l'Assemblée nationale :

2025 a été marquée par la multiplication des commissions d'enquête et propositions de loi dans le domaine de la santé. Michèle a été auditionnée le 14 mai par la Commission relative à l'organisation du système de santé et aux difficultés d'accès aux soins. Le 4 juin, nous avons participé à une visioconférence avec Mathilde Millet, assistante parlementaire de Raphaël Arnaud, député LFI du Vaucluse, auteur d'une proposition de loi pour rendre gratuit les parkings des hôpitaux. Le 12 juin, Jean Pierrel, Jean-Luc et Michèle étaient sollicités par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) dans le cadre d'une enquête sur la mortalité périnatale.

Jean-Luc a représenté la Coordination aux réunions du Printemps de la psychiatrie et lors de leur audition à l'Assemblée nationale par les députés du Nouveau Front Populaire. Il était aussi avec Rosine au festival des luttes locales et globales qui s'est déroulé du 7 au 10 août en Normandie.

Des membres du CA ont rejoint les cortèges ou participé à des réunions publiques locales tout au long de l'année, nous les en remercions.

Les groupes de travail :

Le groupe communication s'est réuni à deux reprises pour travailler sur de nouveaux visuels afin d'améliorer l'attrait du site, de nos publications et dynamiser nos campagnes. Un grand merci à Laurence. Une collaboration est en cours avec la radio associative Fréquence Paris Plurielle. Cette radio nous propose un temps d'antenne régulier pour diffuser des reportages qui pourraient être réalisés par nos comités. Une première retransmission a été diffusée sur FPP avec des interviews de Jean Pierrel, Jean-Luc et moi-même. Nous reviendrons vers les comités quand le projet sera avancé.

Un groupe de travail s'est formé pour élaborer la plaquette sur le service public territorial de soins de premier recours. Cette fiche semble nous avoir répondu aux attentes et nous espérons qu'elle sera exploitée par les comités, en particulier lors des prochaines élections municipales. Nous avons aussi mis à jour notre Plan d'urgence. Le document a été réimprimé et vous pourrez en emporter un lot.

Les représentants des usagers :

Trois réunions se sont tenues les 2 avril, 12 juin et 13 octobre réunissant une quinzaine de membres de comités, désignés représentants des usagers et postulants. Beaucoup de questions ont été abordées autour de leur rôle et de leur capacité à peser sur les orientations des établissements de santé comme à résoudre leurs dysfonctionnements. Ces temps d'échanges et de partages sont importants, nous les poursuivrons.

L'action juridique pour carence fautive de l'État en matière de service public hospitalier :

Cette action a été engagée en juillet 2022 devant le Tribunal Administratif de Paris par six associations de patients, Collectifs de soignants et défenseurs de l'hôpital public parmi lesquels notre Coordination. Le jugement rendu après l'audience du 25 mai 2024 nous a déboutés de cette action. Nous avons fait appel de cette décision. L'affaire sera de nouveau audencée courant 2026, mais sans grands espoirs.

La Fête de l'Humanité des 12, 13 et 14 septembre 2025 :

La Coordination a tenu son stand avec un bar tenu par le comité de Chalette, en partenariat avec la Convergence et l'association féministe Femmes Égalité. La Fête a battu un record de fréquentation cette année avec plus de 450 000 participants. Malgré un bilan positif, nous avons du conjuguer avec une présence militante trop restreinte pour faire signer massivement la pétition « la Sécu, c'est vital ».

Enfin, notre site a été toiletté avec une nouvelle présentation de la page des régions, et la mise à jour des responsables des comités. Les listes d'envois transférées sur la nouvelle plate-forme BREVO sont régulièrement mises à jour, mais elles auront besoin d'être réorganisées. Le bulletin hebdomadaire est envoyé à 4000 contacts environ.

En conclusion :

Continuons à donner du sens et de la légitimité à nos actions collectives, à appuyer les mobilisations engagées partout en France par nos comités en lien avec le mouvement social. Continuons à défendre partout et pour toutes et tous ce droit essentiel à être soigné et à vivre en bonne santé.

Fait le 11 novembre 2025

Guillaume GRANDJEAN

Secrétaire



COORDINATION NATIONALE des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Afrique en avril 2004)
 Siège social : 1 rue Jean Moulin 70200 LURE
Adresse postale : Chez JL Landas - 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes
 SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025
Association agréée - Arrêté du 21/07/2023 - N2022RN0181
Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr
Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93
Secrétaire : Guillaume GRANDJEAN guillaume.grandjean38@gmail.com
Adresse : 11 rue Edouard Vaillant – 45120 Chalette sur Loing – Tel 06 58 94 04 10
Trésorier : Jean-Luc LANDAS jeanluc.landassfr.fr
Adresse : 26 rue Gambetta – Avenue Mich – 44000 Nantes – Tél : 07 50 45 06 87
 Site : <http://coordination-defense-sante.org/> Facebook <https://www.facebook.com/Coordinationdefensesante> X : @CoordNatcomiteH
 Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org